



SCHWEIZERISCHER BUNDESRAT
 CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
 CONSIGLIO FEDERALE SVIZZERO

Beschluss

Décision

Decisione

0597

27 MARS 1991

3. L'attribution des 2 millions de francs prévus au titre de capital de dotation de la Fondation (montant à prélever sur le Fonds commémoratif du 700e) sera décidée ultérieurement, compte tenu, notamment, du rapport établi par le Groupe de travail à constituer.

700e anniversaire/Fonds commémoratif:

- Création d'une Fondation suisse pour la démocratie, le fédéralisme et les droits de l'homme
- Lancement d'une Campagne de solidarité "Eau-Wasser-Acqua"

Vu la proposition commune du DFAE et du DFEP du 20 mars 1991

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

D é c i d é

1. il est pris connaissance des intentions exposées quant à l'utilisation du solde du Fonds commémoratif;
2. S'agissant du projet de création d'une Fondation suisse pour la démocratie, le fédéralisme et les droits de l'homme, le DFAE est chargé de former un groupe de travail composé d'experts internes et externes à l'administration fédérale qui aura pour mandat de préparer la constitution de la Fondation dont la conception ressort de l'Annexe I à la proposition, d'explorer des possibilités de financement complémentaires et de soumettre au Conseil fédéral, d'ici à la moitié de 1991, un rapport rendant compte de l'état de ses travaux;

X	EVD	5	-
X	EFD	2	-
	EVD	1	-
X	EVED	5	-
X	EC	5	-
X	EPA	1	-
X	FWD	2	-



3. L'attribution des 2 millions de francs prévus au titre de capital de dotation de la Fondation (montant à prélever sur le Fonds commémoratif du 700e) sera décidée ultérieurement, compte tenu, notamment, du rapport établi par le Groupe de travail à constituer;

Par 500, la presse

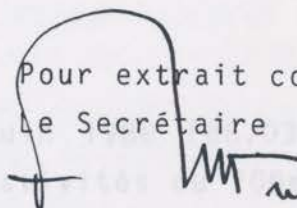
4. Pour ce qui est du projet de la Campagne de solidarité "Wasser-Eau-Acqua", à lancer durant l'année commémorative, le Conseil fédéral en approuve le principe et les finalités et charge le Délégué, d'entente avec le DFEP et le DFAE, de prendre toutes dispositions adéquates en vue de la réalisation de cette Campagne pour laquelle la Confédération met à disposition un million de francs à prélever du Fonds commémoratif couvert par le crédit de programme octroyé pour le financement du 700e anniversaire.

Le fédéralisme et les droits de l'homme et

Lancement d'une Campagne de solidarité "Eau - Wasser - Acqua"

Rappel de la situation initiale:

Pour extrait conforme:
Le Secrétaire



Protokollauszug an:				
<input checked="" type="checkbox"/> ohne / <input type="checkbox"/> mit Beilage				
z.V.	z.K.	Dep.	Anz.	Akten
X		EDA	10	-
	X	EDI	5	-
	X	EJPD	5	-
	X	EMD	5	-
	X	EFD	7	-
X		EVD	10	-
	X	EVED	5	-
	X	BK	5	-
	X	EFK	2	-
	X	Fin.Del.	2	-

DEPARTEMENT FEDERAL
DES AFFAIRES ETRANGERES

DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

Berne, le 20 mars 1991

Pas pour la presse

Au Conseil fédéral

700e anniversaire/Fonds commémoratif:

- **Création d'une Fondation suisse pour la démocratie,
le fédéralisme et les droits de l'homme et**
- **Lancement d'une Campagne de solidarité "Eau - Wasser - Acqua"**

I Rappel de la situation initiale:

Faisant référence au message du 1er juin 1988 (88.038) concernant l'organisation et le financement des festivités du 700e anniversaire de la Confédération, une note de discussion a été adressée au Conseil fédéral le **12 décembre 1989** pour l'informer de l'état des réflexions quant à l'utilisation du solde du Fonds commémoratif doté d'un capital initial de frs. 5 millions.*) Deux de ces cinq millions étant d'ores et déjà réservés pour le financement de programmes d'échanges prévus dans le cadre de manifestations de la Fête de la solidarité, il y a lieu de décider de l'affectation des **3 millions** restants à des fins appropriées à l'esprit de solidarité postulé.

*) Montant compris dans le crédit de programme de 65 millions de francs pour financer les activités du 700e anniversaire (Arrêté fédéral du 7.10.1988).

La note du 12.12.1989 au Conseil fédéral proposait de consacrer:

- **2 millions** à la création (lancement) d'une **Fondation suisse pour les droits de l'homme** et
- **1 million** au financement d'une **Campagne pour les enfants du monde** (collecte et action en faveur des enfants défavorisés).

Au vu des considérations émises dans la note conjointe (DFEP/DFAE) précitée, le Conseil décida, le 20.12.1989, de "charger le DFAE de présenter, sous un autre titre, une proposition mettant l'accent, dans les objectifs, sur l'aspect démocratique". Ce mandat, conçu en termes généraux, donna lieu à de longues discussions tant sur l'extension des objectifs de la Fondation que sur les orientations possibles de la Campagne de solidarité proposée.

II Réexamen des 2 projets:

Tout au long de l'année écoulée, les responsables de chacun des deux projets se sont réunis à plusieurs reprises, chaque groupement mandaté suivant sa propre dynamique, compte tenu des bouleversements intervenus sur le plan des relations internationales, tant en Europe que dans le reste du monde.

1. S'agissant de l'orientation de la **Fondation**, les responsables se devaient de prendre aussi en considération les objectifs visés par plusieurs initiatives parlementaires, en particulier ceux préconisés par le **postulat** du Conseiller national **Ott** du 21.6.90 (90.609) demandant la création d'un Centre international de recherche sur le **fédéralisme**.

Dans sa réponse du 28.8.90 à ce postulat (co-signé par quelque 110 parlementaires), le Conseil fédéral fait expressément référence à la possibilité d'inclure une partie substantielle des buts visés par cette initiative parlementaire dans le champ d'activité de la Fondation. Ainsi complétés, les domaines d'activité de la Fondation devraient comprendre la **démocratie**, le **fédéralisme** et les **droits de l'homme**. La Direction du droit intern. public a élaboré le projet de conception ci-joint (**Annexe I**) de

la Fondation à créer à l'occasion de l'année commémorative. Ce projet a entretemps été approuvé par l'Office fédéral de la justice et par le Secrétariat général du DFEP.

2. Au delà de sa motivation humanitaire, le projet originellement prévu sous le titre "**Campagne pour les enfants du monde**" devait - en relation avec la Fête de la Solidarité - servir à présenter à la population un bilan de 30 ans de coopération et d'aide suisse au Tiers Monde et à récolter des fonds (quelque 6 à 7 millions de francs) en vue de réaliser une action significative permettant d'illustrer cette solidarité. Au fins de mener à bien cette campagne durant l'année du 700e anniversaire, la Confédération verserait, comme prévu, **1 million de francs** à prélever sur le Fonds commémoratif.

Si, quant au fond, la conception initiale et les finalités de cette campagne n'ont guère varié depuis fin 1989, sa préparation et, surtout, la mise en place des structures organisatrices nécessaires à sa réalisation (initiation de la campagne d'information et de sensibilisation, choix du projet concret, motivation médiatique et organisation de la collecte prévue etc.) ont pris plus de temps que prévu. Comme projet d'action concrète sur le terrain, il a été proposé de se saisir du problème de l'approvisionnement en eau potable de populations du Tiers Monde privées de cet élément essentiel. Ce projet d'action intitulé "Wasser-Eau-Acqua", témoignage de solidarité à l'occasion du 700e anniversaire, a été en principe agréé par la Direction de la coopération au développement (DDA) et par les autres partenaires (ONG) prêts à lui apporter leur concours ou à appuyer la campagne de sensibilisation du public (Ecoles, presse écrite, radios locales, SSR) et la collecte (Chaîne du Bonheur) visant à réunir les fonds nécessaires (voir **Annexe II**).

Cette campagne de solidarité est placée sous l'égide du Délégué pour les 700 ans de la Confédération. Pour permettre le lancement de cette campagne en temps opportun, le Délégué devrait pouvoir disposer dès que possible du capital prévu, soit **un million de francs** à prélever sur le Fonds commémoratif. Une partie de ce montant (au maximum 50 %) devrait être engagée prochainement pour

assurer la couverture des frais de lancement et d'accompagnement de la campagne (documentation pour les écoles, séminaires de presse, voyages de journalistes, etc.) et la rémunération du coordinateur responsable, Intermedia SA, Berne, ainsi que certains frais supplémentaires de la SSR.

III Propositions:

Nous vous proposons:

- de prendre connaissance de ce qui précède, tant en ce qui concerne le projet de création d'une Fondation suisse pour la démocratie, le fédéralisme et les droits de l'homme que de celui concernant le lancement d'une Campagne de solidarité "Wasser-Eau-Acqua";

ad Fondation:

- de charger le DFAE de constituer un Groupe de travail (composé d'experts des organes fédéraux compétents et d'experts extérieurs à l'administration fédérale) qui aurait pour tâches de préparer la constitution d'une Fondation suisse pour la démocratie, le fédéralisme et les droits de l'homme, d'explorer des possibilités de financement complémentaires et de soumettre au Conseil fédéral, d'ici à la moitié de 1991, un rapport sur l'état des démarches et travaux entrepris;

- de prévoir la libération des 2 millions de francs réservés comme capital de dotation après que la décision de constituer la Fondation aura été prise au vu du rapport attendu du Groupe de travail précité;

ad Campagne de solidarité "Wasser-Eau-Acqua":

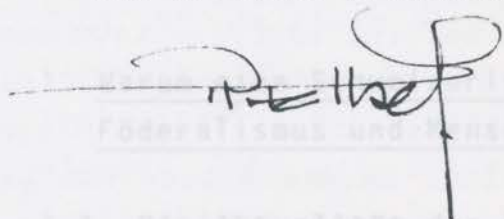
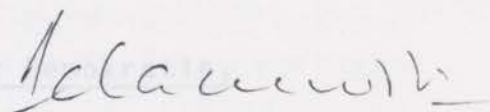
- d'approuver le projet de Campagne de solidarité à mener durant l'année du 700e anniversaire en laissant au Délégué - conformément à son mandat général - toute latitude quant aux dispositions à prendre en vue du prochain lancement, de l'encadrement et de la réalisation des objectifs tracés par l'opération proposée;

- de libérer le montant prévu à cet effet, soit un million de francs à valoir sur le Fonds commémoratif du 700e anniversaire, étant entendu que le plan d'action, les modalités techniques et financières de la Campagne, de même que l'échelonnement de ses différentes phases et composantes seront convenus directement entre le Délégué et les membres du consortium en voie de formation pour la réalisation de cette action de solidarité.

1. Schaffung einer Schweizerischen Stiftung für Demokratie,

DEPARTEMENT FEDERAL
DES AFFAIRES ETRANGERES

DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

Annexes:

- Projet de création d'une Fondation suisse pour la démocratie, le fédéralisme et les droits de l'homme;
- Conception de la Campagne de solitarité "Eau-Wasser-Acqua";
- Projet de décision du Conseil fédéral.

Pour co-rapport à:

- DFI
- DFJP
- DMF
- DFF
- DFTCE
- ChF

Extrait du procès verbal:

à tous les départements, à la Chancellerie fédérale et au Délégué pour les 700 ans de la Confédération, M. Marco Solari

BEILAGE 1

Jubiläumsfonds zum Anlass der 700-Jahrfeier der Eidgenossenschaft:

I. Schaffung einer Schweizerischen Stiftung für Demokratie, Föderalismus und Menschenrechte

1. Warum eine Schweizerische Stiftung für Demokratie, Föderalismus und Menschenrechte?

1.1. Die Aktualität des Themas und der schweizerische Beitrag

Unsere Welt ist im Umbruch begriffen. In kurzer Zeit hat sich das Gesicht Europas nachhaltig verändert. Die politische und wirtschaftliche Oeffnung der Mehrzahl der Staaten Mittel- und Osteuropas drückt sich im Bedürfnis nach einer tiefgreifenden Aenderung des staatsrechtlichen Systems aus, welches dem Individuum, aber auch Minderheitengruppen Grundrechte gewährleisten und einen Anspruch auf eine demokratische Staatsform geben soll. Eindrückliches Beispiel für diese jüngste Entwicklung ist das Dokument des zweiten Treffens der KSZE über die menschliche Dimension vom Juni 1990 in Kopenhagen, wo sich alle Teilnehmerstaaten nun neu zur Einhaltung pluralistisch-demokratischer Grundsätze, zur Rechtsstaatlichkeit und zur Achtung der Menschenrechte verpflichtet haben. Dies zeigt sich auch in der "Charta von Paris", welche die KSZE-Teilnehmerstaaten am 21. November 1990 unterzeichnet haben.

Auch die Staaten der südlichen Hemisphäre sind immer mehr damit konfrontiert, dass ihre Bürgerinnen und Bürger wie auch die internationale Gemeinschaft demokratischere, rechtsstaatliche

Strukturen, eine gerechtere gesellschaftliche Ordnung, die Achtung der grundlegenden Menschenrechte und die Respektierung der Minderheiten fordern.

Der Integrationsprozess in Westeuropa erfasst im übrigen immer mehr auch politische und staatsrechtliche Aspekte. Bei der künftigen institutionellen Ausgestaltung der EG könnten föderalistische Prinzipien eine wichtige Rolle spielen.

Einige Staaten, die ihre Strukturen in Richtung einer pluralistischen Demokratie und einer besseren Achtung der Menschenrechte und der Minderheiten verändern wollen, verfügen kaum über das dazu nötige Fachwissen und über die entsprechenden Mittel. Die Schweiz hat in dieser Hinsicht einiges an technischem Wissen und geschichtlicher Erfahrung zu bieten. Unsere historisch gewachsene föderalistisch-demokratische Organisationsform, unsere Erfahrungen im friedlichen Zusammenleben von verschiedenen ethnischen und kulturellen Gruppen unterschiedlicher Grösse, unser System individueller Freiheiten und Menschenrechte, welche als Grundrechte in unserer Verfassung und in der Europäischen Menschenrechtskonvention verankert sind, alle diese Grundsätze und ihre konkrete schweizerische Ausgestaltung können auch andern Staaten und sogar Staatengemeinschaften mindestens als Ansatz für die Lösung ihrer Probleme dienen. Unter dem Aspekt der internationalen Solidarität, eine der Leitideen der 700-Jahrfeier, liegt es nahe, dass die offizielle Schweiz bei dieser Gelegenheit ihre in 700 Jahren Geschichte gesammelte staatsrechtliche und staatspolitische Erfahrung auch anderen Staaten und einem weiteren interessierten Publikum anbietet. Ein Informations- und Erfahrungsaustausch über die Grenzen hinweg kann aber auch für die Schweiz im Hinblick auf die Lösung ihrer eigenen Probleme in den erwähnten Bereichen nur Positives bringen.

Die ins Auge gefasste Stiftung würde ausserdem zur praktischen Umsetzung der schweizerischen Menschenrechtspolitik (vgl. den

Bericht des Bundesrates über die schweizerische Menschenrechtspolitik vom 2. Juni 1982, BBl 1982 II 732ff.) beitragen. Die Schweiz ist in dieser Hinsicht auf bilateraler, aber vor allem auch auf multilateraler Ebene aktiv geworden. Aus vielen Beispielen seien hier nur die jüngsten erwähnt: Am zweiten Treffen der KSZE über die menschliche Dimension in Kopenhagen hat die Schweiz ein KSZE-Expertentreffen über nationale Minderheiten vorgeschlagen, welches nun tatsächlich im Juli 1991 in Genf stattfinden wird, und sie hat sich aktiv für die Verankerung rechtsstaatlicher Prinzipien und von Grundsätzen der pluralistischen Demokratie eingesetzt. Im Rahmen des Europarates empfahl Bundespräsident Koller an der Konferenz der Justizminister im Juni 1990 in einem speziellen Bericht konkrete Aktionen zur gesamteuropäischen Integration im Bereich von Menschenrechten, rechtsstaatlichen Grundsätzen und Demokratie und schlug vor, die Staaten Ost- und Mitteleuropas mit finanziellen Mitteln und Spezialwissen für juristische Umstrukturierungen zu unterstützen. Im Rahmen der schweizerischen Osthilfe werden denn auch einzelne entsprechende Projekte unterstützt.

Mehr und mehr wird sich die Schweiz auch im Bereich ihrer Entwicklungszusammenarbeit bewusst, dass einigermaßen gerechte, politische und gesellschaftliche Strukturen und die Achtung der Menschenrechte wichtige Voraussetzungen für eine stabile wirtschaftliche und soziale Entwicklung sind, dass aber auch umgekehrt die Achtung der Menschenrechte vom Stand der wirtschaftlichen und sozialen Entwicklung beeinflusst wird. Die Ergründung dieses wechselseitigen Zusammenhangs und seiner praktischen Konsequenzen ist für das Verhältnis von Nord zu Süd von zunehmender Bedeutung.

1.2. Warum eine neue schweizerische Institution?

In den erwähnten Bereichen gibt es in der Schweiz bereits eine ganze Reihe von Institutionen, welche sich vor allem mit theoretischen, aber auch mit praktischen Fragen auseinandersetzen. In erster Linie sind jene universitären Institute, die sich mit

Staatsrecht und/oder Völkerrecht befassen, zu erwähnen, im besonderen das "Institut für Föderalismus" der Universität Fribourg und das "Institut interdisciplinaire d'éthique et des droits de l'homme" der selben Universität; ferner das "Schweizerische Institut für Rechtsvergleichung" sowie das "Institut Universitaire d'études du développement" der Universität Genf, aber auch die "Stiftung für eidgenössische Zusammenarbeit" in Solothurn. Weitere mehr oder weniger private Organisationen, wie etwa verschiedene Menschenrechtsorganisationen, befassen sich mit einzelnen Aspekten der beschriebenen Problematik.

Eine Institution, welche

- unser föderalistisches Demokratiemodell als spezifisch schweizerischen Beitrag in die internationale Diskussion einbringen kann,
 - den Komplex pluralistische Demokratie, Rechtsstaatlichkeit, Menschenrechte und Minderheitenschutz als Ganzes behandelt,
 - theoretische und praktische Aspekte dieses Problemkomplexes miteinander in Verbindung bringt,
 - interdisziplinär arbeitet,
 - Aktivitäten anderer Institutionen zu koordinieren sucht,
- gibt es indessen noch nicht.

Das Bedürfnis nach einer solchen Institution ist bereits verschiedentlich geäußert worden. Aehnliche Ueberlegungen wie die eben dargelegten haben den Bundesrat am 28. August 1990 bewogen, ein Postulat von Nationalrat Ott vom 21. Juni 1990 entgegenzunehmen, welches die Schaffung einer Stelle zur Erforschung des Föderalismus vorschlägt. Es läge nahe, diese Idee mit dem hier vorliegenden Projekt zu verbinden, nimmt doch die ins Auge gefasste Stiftung das Anliegen des Postulats auf und stellt es in einen grösseren staatsrechtlichen Zusammenhang.

An der regionalen Botschafterkonferenz über Europa vom Juni vergangenen Jahres wurde im weiteren die Errichtung einer internationalen Stiftung "Pro Europa" diskutiert, welche den gesamteuropäischen Gedanken in Berücksichtigung föderalistischer Prinzipien fördern und damit einen konkreten Beitrag an die künftige friedliche Entwicklung Europas leisten sollte.

In seiner Antwort auf ein Postulat von Nationalrat Ziegler vom 14. Dezember 1988, welches unter anderem die Schaffung einer extraparlamentarischen, konsultativen Menschenrechtskommission verlangte, (vgl. Geschäftsbericht des Bundesrates 1989, EDA, 2. Teil, D I 6) hat der Bundesrat im übrigen festgehalten, dass die vorgesehene Stiftung die Bundesbehörden in Fragen der Menschenrechte als verwaltungsexterne Instanz beraten könnte und damit die vom Postulat geforderte extraparlamentarische Kommission umso weniger nötig mache.

2. Zielsetzung der Stiftung

Die Aktivitäten der Stiftung sollen sich mit folgenden **Themen** befassen:

- Föderalismus und andere pluralistische Demokratiemodelle: die schweizerische Erfahrung als Ansatz für die Lösung aktueller Organisationsprobleme anderer Staaten und Staatengemeinschaften.
- Prinzipien des Rechtsstaates und deren praktische Anwendung in unterschiedlichen nationalen Strukturen,
- Menschenrechte und Grundfreiheiten und ihre Achtung in der Praxis,
- Spannungsfeld staatliche Integration, Individualrechte und Ansprüche von Minderheiten: Lösungsmöglichkeiten,

- Verhältnis zwischen Entwicklungszusammenarbeit und den Grundsätzen pluralistischer Demokratie, Rechtsstaatlichkeit und Menschenrechte.

Vor allem aus finanziellen Gründen ist es klar, dass die zu errichtende Stiftung nicht von Anfang an substantielle Aktivitäten in all diesen Themenbereichen entwickeln kann, sondern sie muss Prioritäten setzen. Die Stiftung wird sich deshalb in einer ersten Zeit vor allem mit dem Themenkreis des **Föderalismus** beschäftigen, zum einen weil dieser Themenkreis in den aktuellen Umstrukturierungen Mittel- und Osteuropas zentrale Bedeutung hat, zum andern weil die staatsrechtliche und staatspolitische Theorie und Praxis unseres Landes in dieser Hinsicht ausserordentlich viel zu bieten hat.

Die Stiftung soll vor allem als Verbindungsglied funktionieren zwischen Praktikern mit ihren konkreten Problemen und Theoretikern mit ihren Lösungsvorschlägen, zwischen Wissenschaftern verschiedener Spezialisierung, zwischen Wissenschaftern und Politikern verschiedener nationaler Herkunft, zwischen Politik, Wissenschaft und Publikum. In diesem Sinne könnte sie

- internationales Diskussionsforum für neue Problemlösungen sein (z.B. Seminare organisieren),
- den internationalen Informations- und Erfahrungsaustausch und die Ausbildung fördern (z.B. Seminare, Kurse organisieren, Publikationen unterstützen),
- Koordination, Planung und später eventuell sogar Ausführung von Forschungsprojekten übernehmen
- technische und finanzielle Hilfe bei der Realisierung von Projekten leisten (z.B. Mitarbeit bei der Ausarbeitung neuer Rechtsnormen).

3. Organisation und Finanzierung

Wie bereits im Aussprachepapier an den Bundesrat vom 12. Dezember 1989 vorgesehen, schlagen wir vor, eine Stiftung im Sinne von Art. 80ff. ZGB zu errichten. Der Bundesrat setzt einen Stiftungsrat aus kompetenten Persönlichkeiten ein, der das Vermögen im Sinne seiner Zweckbestimmung verwaltet und über die Aktivitäten der Stiftung entscheidet. Ihm steht ein ständiges Sekretariat zur Seite.

Als Dotationskapital sollen vorerst Fr. 2 Mio. zulasten des Rahmenkredites für die Finanzierung der Feierlichkeiten zur 700-Jahrfeier eingelegt werden.

Soll die Stiftung ihrer Zweckbestimmung gemäss Ziff. 2 nachkommen können, reicht der Ertrag des gewidmeten Vermögens in keiner Weise aus. Das Stiftungskapital von Fr. 2 Mio. sollte aber mindestens genügen, um der Stiftung eine minimale Infrastruktur, vor allem ein gutdotiertes Sekretariat, wie es für den Aufbau der Stiftung unbedingt notwendig ist, zu garantieren. Zusätzliche Mittel, welche für die operationelle Arbeit notwendig sind, müssen unbedingt beschafft werden. Die breite, parteiüberschreitende Abstützung des Postulats Ott lässt hoffen, dass das Parlament einem allfälligen Antrag auf finanzielle Unterstützung aus allgemeinen Bundesmitteln (in Form jährlich wiederkehrender Subventionen oder in Form einer Erhöhung des Dotationskapitals) zustimmen würde. Dazu sollten Kantone, Gemeinden und Private Beiträge leisten. Konkrete Aktivitäten könnten aus speziellen Quellen des Bundes (etwa über die EDA-Kredite zugunsten der Osthilfe, der Entwicklungszusammenarbeit und der Menschenrechte oder über den Nationalfonds) und der Kantone oder durch private Spenden unterstützt werden.

Selbstverständlich wird die vorgesehene Stiftung auch eng mit den bestehenden Institutionen zusammenarbeiten. Ob die Stiftung sogar organisatorisch an ein bestehendes Institut angegliedert werden sollte, verdient nähere Abklärung.

Sicher wird es nicht möglich sein, dass die vorgesehene Stiftung ihre Arbeit bereits im Jubiläumsjahr aufnehmen wird. In absehbarer Zeit wird es vor allem um die **Errichtung** der Stiftung als "Jubiläumsakt" und um die Festlegung ihrer Organisationsstruktur gehen.

Direktion für Völkerrecht EDA

Ende Januar 1991

Fonds commémoratif créé à l'occasion du 700e anniversaire de la Confédération:

II Campagne de solidarité "Eau-Wasser-Acqua"

1. **Buts et thème de la Campagne proposée:** Comme le relevait déjà le message du 1.6.1988 (88.038) concernant l'organisation et le financement des festivités commémoratives, le Fonds commémoratif a notamment pour but de promouvoir le développement du Tiers Monde, en conformité avec les principes fondamentaux dont s'inspire notre politique d'aide au développement. Dans cet ordre d'idées, il a été prévu de consacrer une partie du Fonds commémoratif à une campagne au bénéfice de groupes de population défavorisés. L'année 1991 coïncide en outre avec le 30e anniversaire du début de la coopération et de l'aide suisse au développement.

La Campagne envisagée poursuit un **double but:**

- **sensibiliser** le peuple suisse, et notamment les jeunes, à la solidarité internationale avec les plus démunis, en mettant en lumière les processus de développement, les réussites, mais aussi les insuffisances des politiques de développement et de coopération au développement, au vu des expériences faites depuis trois décennies;
- **récolter des fonds** en vue de réaliser des actions concrètes choisies à titre d'illustration de cette solidarité.

Le thème de l'approvisionnement en eau potable a paru le plus apte à faire passer un message de sensibilisation d'une part, et à recueillir des fonds d'autre part. Ce thème est en effet populaire, les techniques à utiliser sont simples (captage de sources, adductions, puits); elles impliquent une participation villageoise et répondent à un besoin essentiel. De plus, le thème proposé permet d'engager une réflexion d'ensemble sur les conditions de vie dans les pays en développement, sur leurs causes, sur les moyens et méthodes du développement, sur ses implications et ses conséquences.

2. Conception et déroulement de la Campagne:

Aux fins d'atteindre les objectifs fixés, la Campagne comporterait essentiellement les phases et démarches suivantes:

- **information/sensibilisation:** Pour atteindre un large public et faire passer le message, notamment auprès de la jeunesse, il convient d'agir tant au niveau des médias (presse écrite et médias électroniques) que sur le plan scolaire, l'un et l'autre étant complémentaires par rapport à la motivation recherchée et à l'accueil réservé à la collecte. Il y aurait lieu d'illustrer le thème de la Campagne en se fondant sur les expériences acquises par la DDA et par les ONG (Organisations non gouvernementales) suisses, familiarisées avec le thème de l'eau, comme le Comité suisse de l'UNICEF, Helvetas, Caritas, Pain pour le Prochain etc. La collaboration initiée entre la DDA et les

oeuvres d'entraide intéressées au stade de l'information et de la sensibilisation se prolongera pendant toute la campagne, jusqu'à la répartition des fonds recueillis au terme de la collecte organisée par la Chaîne du Bonheur en vue d'entreprendre ensuite des actions concrètes sur le terrain.

- Pour unir les efforts de tous les partenaires concernés, il est prévu de constituer prochainement un **consortium** qui comprendra le Délégué du 700e, la Chaîne du Bonheur, la DDA et les ONG intéressées, ainsi qu'**Intermedia SA** en qualité de **consultant** chargé d'assurer le secrétariat du consortium et la coordination avec les groupes de travail à prévoir pour couvrir les volets scolaires et médiatiques de la Campagne. Pour éviter une structure organisatrice trop lourde, on créera un **Comité opérationnel restreint**, au sein duquel le rôle moteur reviendra à Intermedia SA. Pour ses services, Intermedia sera rétribuée sur la base d'un contrat de droit privé à conclure avec le Délégué.
- Une fois le cadre institutionnel et opérationnel fixé, il s'agira de répartir les tâches, d'établir d'éventuels contrats de sous-traitance avec certains partenaires et de fixer le calendrier de la Campagne. Celle-ci pourrait être officiellement lancée au cours d'une **Journée de la Solidarité** précédant la série des manifestations prévues sous ce même titre durant l'année du 700e (mai ou début juin 1991, p.ex.).
- Le **lancement de la Campagne**, appuyé par une phase prolongée d'information et de sensibilisation médiatiques comporterait **l'annonce**, pour l'automne 1991 (rentrée des classes), **de la collecte** de fonds organisée par la Chaîne du Bonheur, l'objectif étant de recueillir au moins 1 fr. par habitant, soit 6 à 7 millions de francs environ. Que ce montant soit atteint ou non, il est en outre prévu, d'entente avec la SSR, d'augmenter le fonds des donateurs de la Campagne du produit d'une soirée de gala (genre "Nuit étoilée") qui, - placée sous le signe de la solidarité - aura très probablement lieu à Genève à fin novembre 1991 (28.11).
- **Incidences financières:** Une première estimation des frais de la Campagne se monte à frs. 500'000.-- (documentation et animation dans les écoles participantes, séminaires de presse dans les quatre langues nationales, voyages de journalistes, prise en charge de frais supplémentaires pour le SSR, pour l'organisation d'une "Nuit étoilée", frais de coordination de la campagne confiée à Intermedia SA, etc.). Les principes de la Chaîne du Bonheur ne permettent pas de récupérer cette somme sur les dons du public, qui sont exclusivement destinés aux réalisations dans le Tiers-Monde. Cette somme serait prélevée sur l'apport de la Confédération à la Campagne et laisserait ainsi frs. 500'000.-- pour une contribution directe aux réalisations dans le domaine de l'approvisionnement en eau. La contribution totale serait donc de frs. un million.

DFAE/Secrétariat général et
 Direction de l'aide au développement
 février 1991



BIDGENÖSSISCHES FINANZDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES FINANCES
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELLE FINANZE

700e anniversaire/Fonds commémoratif:

- Création d'une Fondation suisse pour la démocratie,
le fédéralisme et les droits de l'homme
- Lancement d'une Campagne de solidarité "Eau-Wasser-Acqua"

Vu la proposition commune du DFAE et du DFEP du 20 mars 1991

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

D é c i d é

1. de prendre connaissance des intentions exposées quant à l'utilisation du solde du Fonds commémoratif;
2. S'agissant du projet de création d'une Fondation suisse pour la démocratie, le fédéralisme et les droits de l'homme, le DFAE est chargé de former un groupe de travail composé d'experts internes et externes à l'administration fédérale qui aura pour mandat de préparer la constitution de la Fondation dont la conception ressort de l'Annexe I à la proposition, d'explorer des possibilités de financement complémentaires et de soumettre au Conseil fédéral, d'ici à la moitié de 1991, un rapport rendant compte de l'état de ses travaux;

STDC: FINANZDEPARTEMENT

STDC

3. L'attribution des 2 millions de francs prévus au titre de capital de dotation de la Fondation (montant à prélever sur le Fonds commémoratif du 700e) sera décidée ultérieurement, compte tenu, notamment, du rapport établi par le Groupe de travail à constituer;
4. Pour ce qui est du projet de la Campagne de solidarité "Wasser-Eau-Acqua", à lancer durant l'année commémorative, le Conseil fédéral en approuve le principe et les finalités et charge le Délégué, d'entente avec le DFEP et le DFAE, de prendre toutes dispositions adéquates en vue de la réalisation de cette Campagne pour laquelle la Confédération met à disposition un million de francs à prélever du Fonds commémoratif couvert par le crédit de programme octroyé pour le financement du 700e anniversaire.

Pour extrait conforme:
Le Secrétaire

DFAE/Secrétaire général
Direction de l'économie et de l'énergie
Berne, le 1991



EIDGENÖSSISCHES FINANZDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES FINANCES
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELLE FINANZE

3003 Bern, den 26. März 1991

Für die BR.-Sitzung
 vom 27. MRZ. 1991

An den B u n d e s r a t

700e anniversaire / Fonds commémoratif:
 - Création d'une Fondation suisse pour
 la démocratie, le fédéralisme et les
 droits de l'homme, et - Lancement d'une
 Campagne de solidarité "Eau - Wasser - Aqua"

MITBERICHT

zum Antrag des EVD vom 20. März 1991

Wir sind mit dem Antrag zur Schaffung einer Schweizerischen Stiftung für Demokratie, Föderalismus und Menschenrechte über einen Jubiläumsfonds zum Anlass der 700-Jahrfeier der Eidgenossenschaft nicht einverstanden.

Das EFD ist der Auffassung, dass es sich bei diesem Vorschlag um eine Verlegenheitslösung handelt. Wie aus beigelegtem Bericht hervorgeht, bestehen in der Schweiz bereits eine Reihe von Institutionen, die sich mit ähnlichen Fragen auseinandersetzen. Statt der Schaffung einer neuen Institution wäre es sinnvoller, auf eine Zusammenlegung der bestehenden hinzuwirken.

Die Kosten für den Betrieb der Stiftung sind nicht sichergestellt. Weil voraussichtlich weder Kantone noch Gemeinden und noch weniger Dritte an dieser Stiftung interessiert sind, muss davon ausgegangen werden, dass früher oder später der Bund die Betriebskosten zu übernehmen hat. Aus diesem Grunde ist das EFD der Auffassung, dass auf die Schaffung der erwähnten Stiftung verzichtet werden soll.

EIDG. FINANZDEPARTEMENT

SK
 Stich



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

Bern, den 26. März 1991

An den Bundesrat

700e anniversaire / Fonds commémoratif:
- Création d'une Fondation suisse pour
la démocratie, le fédéralisme et les
droits de l'homme - Lancement d'une
Campagne de solidarité "EAU - WASSER - ACQUA"

Stellungnahme

zum Mitbericht des EFD vom 26. März 1991

Wir sind mit dem im Mitbericht des EFD beantragten Verzicht auf die Schaffung der erwähnten Schweizerischen Stiftung für Demokratie, Föderalismus und Menschenrechte **nicht einverstanden**.

Entgegen dem EFD sind wir der Auffassung, dass die Schaffung einer solchen Stiftung einem Bedürfnis entspricht. Wie wir in unserem dem Antrag beiliegenden Bericht dargestellt haben, gibt es heute keine Schweizer Institution mit diesem Profil, die sich aus schweizerischer Sicht mit dem angesprochenen Problemkomplex als ganzes befassen würde. Im übrigen wäre es gerade Aufgabe der vorgesehenen Stiftung, bestehende Initiativen in diesem Bereich zu unterstützen und zu koordinieren sowie mit bestehenden Institutionen zusammenzuarbeiten.

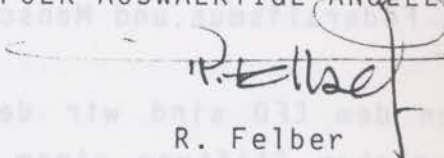
Das EFD äussert im weiteren finanzielle Bedenken. Wir weisen darauf hin, dass der vorliegende Antrag an den Bundesrat nur die Einsetzung einer Arbeitsgruppe zum Gegenstand hat, welche neben anderen offenen Fragen gerade zusätzliche Finanzierungs-

möglichkeiten abklären soll. Es ist allerdings nicht zu verkennen, dass die Stiftung zumindest mittelfristig für die vorgesehenen Aktivitäten gerade im Zusammenhang mit der Unterstützung von Demokratisierungsbestrebungen in Mittel- und Osteuropa auch Mittel des Bundes beanspruchen könnte. Dies ist eine logische praktische Konsequenz des - vom Bundesrat wiederholt betonten - schweizerischen Engagements für solche Demokratisierungsbestrebungen, zu denen die Schweiz einiges an Erfahrung und Expertise beitragen kann.

Sollte das Resultat der Abklärungen der Arbeitsgruppe nicht befriedigend ausfallen, hätte der Bundesrat immer noch Gelegenheit, allenfalls auf die Schaffung der vorgesehenen Stiftung zu verzichten.

Im Einvernehmen mit den zuständigen Dienststellen des EVD halten wir deshalb am gemeinsamen Antrag des EVD und des EDA vom 20. März fest.

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT
FUER AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN



R. Felber